

---

# Le droit de lire

Traduction de l'anglais de «The Right to Read»

Richard Stallman

Copyright © 1996 Richard Stallman

*Verbatim copying and distribution of this entire article is permitted in any medium, provided this notice is preserved.*

La reproduction exacte et la distribution intégrale de cet article est permise sur n'importe quel support d'archivage, pourvu que cette notice soit préservée.

## Note

Cet article a été publié dans la parution de février 1997 de *Communications of the ACM* (volume 40, numéro 2). Cette version contient une note de l'auteur mise à jour en 2002. (Le résumé a été ajouté par l'Editeur de Upgrade.)

L'original en anglais de cet article a été publié sous l'intitulé «The Right to Read» dans Upgrade Vol. IV, issue no. 3, June 2003, *Open Knowledge* (<http://www.upgrade-cepis.org/issues/2003/3/upgrade-vIV-3.html>).

Cette version est une reprise de la traduction de Pierre Sarrazin disponible sur le site de la *Free Software Foundation* : <http://www.gnu.org/philosophy/right-to-read.fr.html>

Dans cette courte nouvelle, avec 45 ans d'avance, l'auteur décrit une perspective effrayante. En extrapolant sur des tendances actuelles, il décrit un futur dans lequel l'accès à l'information est contrôlé étroitement, et où la soi-disante «informatique de confiance» (*trusted computing*) est totalement opérationnelle. Il donne aussi quelques indices sur la façon dont on commence aujourd'hui à mettre en place un tel avenir. Bien que cette histoire ait été publiée pour la première fois il y a plus de cinq ans, elle paraît aujourd'hui encore plus familière.

*In this short fiction story, 45 years ahead, the author describes a frightening prospect. By extrapolating from some current trends, he shows a future where access to information is tightly controlled, and the so called "trusted computing" is fully deployed. He also provides some hints on how the first steps towards this future are being taken today. Although this story was first published more than five years ago, it sounds even more familiar these days.*

## Table des matières

A. Note de l'auteur .....	3
B. Remerciements .....	4
Références .....	4

*(extrait de The Road to Tycho, une collection d'articles sur les antécédents de la Révolution lunaire, publiée à Luna City en 2096)*

Pour Dan Halbert, la route vers Tycho commença à l'université — quand Lissa Lenz lui demanda de lui prêter son ordinateur. Le sien était en panne, et à moins qu'elle puisse en emprunter un autre, elle échouerait son projet de mi-session. Il n'y avait personne d'autre à qui elle osait demander, à part Dan.

Ceci pose un dilemme à Dan. Il se devait de l'aider — mais s'il lui prêtait son ordinateur, elle pourrait lire ses livres. À part le fait que vous pouviez aller en prison pour plusieurs années pour avoir laissé quelqu'un lire vos livres, l'idée même le choqua au départ. Comme à tout le monde, on lui avait enseigné dès l'école primaire que partager des livres était malicieux et immoral — une chose que seuls les pirates font.

Et il était improbable que la SPA — la *Software Protection Authority* — manquerait de le pincer. Dans ses cours sur les logiciels, Dan avait appris que chaque livre avait un moniteur de copyright qui rapportait quand et où il était lu, et par qui, à la Centrale des licences. (Elle utilisait ces informations pour attraper les lecteurs pirates, mais aussi pour vendre des renseignements personnels à des détaillants.) La prochaine fois que son ordinateur serait en réseau, la Centrale des licences se rendrait compte. Dan, comme propriétaire d'ordinateur, subirait les punitions les plus sévères — pour ne pas avoir tout tenté pour éviter le crime.

Bien sûr, Lissa n'avait pas nécessairement l'intention de lire ses livres. Elle pourrait ne vouloir l'ordinateur que pour écrire son projet. Mais Dan savait qu'elle venait d'une famille de classe moyenne et qu'elle arrivait difficilement à payer ses frais de scolarité, sans compter ses frais de lecture. Lire les livres de Dan pourrait être sa seule façon d'obtenir son diplôme. Il comprenait cette situation; lui-même avait eu à emprunter pour payer pour tous les articles scientifiques qu'il avait eu à lire. (10% de ces frais allaient aux chercheurs qui écrivaient ces articles; puisque Dan visait une carrière académique, il pouvait espérer que si ses propres articles scientifiques étaient souvent lus, il gagnerait un revenu suffisant pour rembourser sa dette.)

Par la suite, Dan apprendrait qu'il y eut un temps où n'importe qui pouvait aller à la bibliothèque et lire des articles de journaux, et même des livres, sans avoir à payer. Il y avait des universitaires indépendants qui lisaient des milliers de pages sans subventions des bibliothèques gouvernementales. Mais dans les années 1990, les éditeurs aussi bien commerciaux qu'à but non lucratif avaient commencé à facturer l'accès. En 2047, les bibliothèques offrant un accès public gratuit à la littérature scientifique n'étaient qu'un pâle souvenir.

Il y avait des façons, bien sûr, de contourner la SPA et la Centrale des licences. Elles étaient elles-mêmes illégales. Dan avait eu un compagnon de classe dans son cours sur les logiciels, Frank Martucci, qui avait obtenu un outil illégal de débogage, et l'avait utilisé pour outrepasser le code du moniteur de copyright quand il lisait des livres. Mais il en avait parlé à trop d'amis, et l'un d'eux l'a dénoncé auprès de la SPA pour une récompense (des étudiants criblés de dettes pouvaient facilement être tentés par la trahison). En 2047, Frank était en prison, non pas pour lecture pirate, mais pour possession d'un débogueur.

Dan apprendrait plus tard qu'il y eut un temps où n'importe qui pouvait posséder des outils de débogage. Il y avait même des outils de débogage disponibles gratuitement sur des CD ou qu'on pouvait télécharger du Net. Mais des usagers ordinaires commencèrent à s'en servir pour outrepasser les moniteurs de copyright, et éventuellement un juge a décidé que c'était devenu leur principale utilisation en pratique. Ceci voulait dire qu'ils étaient illégaux; les développeurs de ces débogueurs furent envoyés en prison.

Les programmeurs avaient encore besoin d'outils pour déboguer, bien sûr, mais les vendeurs de débogueurs en 2047 ne distribuaient que des copies numérotées, et seulement à des programmeurs officiellement licenciés et soumis. Le débogueur que Dan utilisait dans son cours sur les logiciels était gardé derrière un garde-barrière spécial afin qu'il ne puisse servir que pour les exercices du cours.

Il était aussi possible de contourner les moniteurs de copyright en installant un noyau système modifié. Dan apprendrait éventuellement l'existence de noyaux libres, et même de systèmes d'exploitation entièrement libres, qui avaient existé au tournant du siècle. Mais non seulement étaient-ils illégaux, comme les débogueurs, mais vous ne pouviez en installer un, si vous en aviez un, sans connaître le mot de passe de l'utilisateur superviseur de votre ordinateur. Or, ni le FBI ni l'Aide technique Microsoft ne vous le révélerait.

Dan conclut qu'il ne pouvait simplement prêter son ordinateur à Lissa. Mais il ne pouvait refuser de l'aider, car il l'aimait. Chaque chance de lui parler le remplissait d'aise. Et le fait qu'elle l'avait choisi pour demander de l'aide pouvait signifier qu'elle l'aimait aussi.

Dan résolut le dilemme en faisant une chose encore plus impensable — il lui prêta l'ordinateur, et lui dit son mot de passe. Ainsi, si Lissa lisait ses livres, la Centrale des licences penserait que c'était lui qui les lisait. C'était quand même un crime, mais la SPA ne s'en rendrait pas compte automatiquement. Ils ne s'en rendraient compte que si Lissa le dénonçait.

Bien sûr, si l'école devait un jour apprendre qu'il avait donné son propre mot de passe à Lissa, ce serait la fin de leurs études, peu importe ce à quoi le mot de passe aurait servi. La politique de l'école était que toute interférence avec ses mécanismes de surveillance de l'utilisation des ordinateurs par les étudiants était punissable. Il n'importait pas qu'aucun mal n'ait été fait — l'offense était de se rendre difficile à surveiller par les administrateurs. Ils supposaient que ça signifiait que vous faisiez quelque chose d'autre qui était interdit, et ils n'avaient pas besoin de savoir de quoi il s'agissait.

Les étudiants n'étaient habituellement pas expulsés pour cela — pas directement. Ils étaient plutôt bannis des systèmes informatiques de l'école, et échouaient inévitablement leurs cours.

Plus tard, Dan apprendrait que ce genre de politique n'a commencé dans les universités que dans les années 1980, quand des étudiants commencèrent à être nombreux à utiliser des ordinateurs. Avant, les universités avaient une approche différente au sujet de la discipline auprès des étudiants; elles punissaient des activités qui causaient du tort, et non pas simplement celles qui soulevaient des doutes.

Lissa ne dénonça pas Dan à la SPA. La décision de Dan de l'aider mena à leur mariage, et les amena aussi à remettre en question ce qu'on leur avait enseigné durant leur enfance au sujet du piratage. Le couple se mit à lire sur l'histoire du copyright, sur l'Union soviétique et ses restrictions sur la copie, et même sur la Constitution originale des États-Unis. Ils déménagèrent à Luna, où ils trouvèrent d'autres gens qui comme eux avaient pris leurs distances par rapport au bras long de la SPA. Quand la révolte de Tycho commença en 2062, le droit universel de lire devint bientôt un de ses buts principaux.

## Annexe A. Note de l'auteur

Cette note a été mise à jour en 2002.

C'est aujourd'hui même qu'on se bat pour le droit de lire. Même si cela pourrait prendre 50 ans pour que notre façon de vivre actuelle s'efface dans l'obscurité, la plupart des lois et pratiques décrites précédemment ont déjà été proposées ; plusieurs ont été décrétées légalement aux USA et ailleurs. Aux USA, le *Digital Millenium Copyright Act* (DMCA) de 1998 a établi la base légale pour restreindre la lecture et le prêt de livres digitalisés (et d'autres données également). L'Union Européenne a imposé des restrictions similaires dans une directive de 2001 concernant le copyright.

Jusque récemment, il y avait une exception : l'idée que le FBI et Microsoft garderaient les mots de passe administrateur (*root*) des ordinateurs personnels et ne vous laisseraient pas les avoir. Cette idée n'a pas été proposée jusqu'en 2002. C'est appelé «*Trusted Computing*» ou «*Palladium*».

En 2001, le sénateur Hollings (disposant de fonds Disney) a proposé une loi appelée SSSCA qui exigerait que chaque nouvel ordinateur aie des fonctionnalités obligatoires de restriction des copies, restrictions que l'utilisateur ne pourrait pas contourner. Après le Clipper Chip et d'autres propositions similaires de «*key-escrow*» émanant du gouvernement US, ceci démontre une tendance à long terme : les systèmes informatiques sont de plus en plus configurés pour donner à des absents un puissant contrôle sur les personnes qui utilisent effectivement ces systèmes informatiques. Le SSSCA a depuis été rebaptisé CBDTPA (on pourrait penser cela comme le «*Consume But Don't Try Programming Act*» — la loi «*Consommez mais n'essayez pas de programmer*»).

En 2001, les US ont commencé à tenter d'utiliser la proposition de traité «*Free Trade Area of the Americas (FTAA)*» pour imposer les mêmes règles à tous les pays de l'hémisphère Ouest. Le FTAA est l'un de ces traités de soi-disant «libre commerce», mais réellement conçu pour donner au monde du business un pouvoir croissant sur les gouvernements démocratiques. L'imposition de lois du genre DMCA est typique de cet esprit. L'Electronic Frontier Foundation [<http://www.eff.org>] demande aux gens d'expliquer aux autres gouvernements (non US) pourquoi ils devraient s'opposer à ces projets.

La SPA, qui veut en fait dire *Software Publisher's Association*, a été remplacée dans ce rôle de police par la BSA (*Business Software Alliance*). Ce n'est pas aujourd'hui une force policière officielle. De façon officieuse, elle se comporte ainsi. Utilisant des méthodes rappelant celles de l'ex-Union Soviétique, elle invite les gens à faire de la délation à l'endroit de leurs collègues et amis; Une campagne de terreur orchestrée par la BSA en 2001 en Argentine a dévoilé des menaces selon lesquelles les gens partageant du logiciel pourraient être jetés en prison.

A l'époque où cette histoire a été écrite, la SPA menaçait de petits fournisseurs d'accès à l'Internet, en exigeant qu'ils lui permettent de surveiller tous les usagers. La plupart des fournisseurs capitulent lorsqu'ils sont menacés, parce qu'ils n'ont pas les moyens de contre-attaquer en cour. (Atlanta Journal-Constitution, 1er octobre 1996, page D3.) Au moins un fournisseur, Community ConneXion à Oakland en Californie, a refusé la demande et a été réellement poursuivi. Plus tard, la SPA a laissé tomber la plainte, mais elle a obtenu le DMCA, qui lui donne le pouvoir qu'ils recherchaient.

Les politiques universitaires de sécurité décrites précédemment ne sont pas imaginaires. Par exemple, un ordinateur dans une université de la région de Chicago affiche le message suivant quand on s'y branche (les guillemets sont dans l'original — ce qui suit est une traduction):

«Ce système est réservé aux usagers autorisés. Les individus qui utilisent ce système

informatique sans autorisation ou au delà de leur autorisation pourront faire l'objet d'une surveillance et d'un enregistrement par le personnel de toutes leurs activités sur ce système. Lors de la surveillance d'individus utilisant le système inadéquatement, ou lors d'activités d'entretien du système, les activités d'utilisateurs autorisés pourraient aussi être surveillées. Quiconque utilise ce système consent expressément à une telle surveillance et est avisé que si cette surveillance révèle des indices d'une possible activité illégale ou violation des règlements de l'Université, le personnel du système peut fournir ces indices aux autorités de l'Université et/ou aux forces de l'ordre.»

Il s'agit d'une approche intéressante face au Quatrième amendement: faire pression sur presque tout le monde pour qu'il accepte d'avance de renoncer aux droits qu'il leur accorde.

## Annexe B. Remerciements

Merci à Hal Abelson, John Perry Barlow, Robert Glushko, Peter Jaszi, Mitchell Kapor, Jessica Litman, et David Post pour leur aide au sujet de cet article.

## Références

*The administration's «White Paper»: Information Infrastructure Task Force, Intellectual Property and the National Information Infrastructure: The Report of the Working Group on Intellectual Property Rights.* 1995.

An explanation of the White Paper. *The Copyright Grab*. Pamela Samuelson. Wired. Jan. 1996. [http://www.wired.com/wired/archive/4.01/white.paper\\_pr.html](http://www.wired.com/wired/archive/4.01/white.paper_pr.html).

*Sold Out*. James Boyle. New York Times. 31 March 1996. <http://www.ese.ogi.edu/sold.out.html>.

*Public Data or Private Data*. Washington Post. 4 Nov 1996. Nous avons un lien vers l'article mais le Washington Post a décidé de faire payer la lecture d'articles sur le web, et nous avons donc choisi de supprimer le lien.

*Union for the Public Domain*. an organization which aims to resist and reverse the overextension of intellectual property powers. <http://www.public-domain.org/>.